

Lettre 1688 A /39

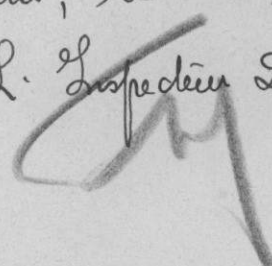
Bordereau d'envoi
de prescriptions de Service.

Adressé par M^e Paul. Inspecteur Divisionnaire (1)

à M^e le Chef de Bureau du (1) Am^t
(1^{er} au 10^e Am^t)

N° de Nre 10359.

10.000 ex. in-4° carré bulle 7 k. 1 - 121 A - Imp. GENET Act: 17585-1-11-38

Nature des prescriptions	Numéros	Nombre	Collections auxquelles sont destinées ces prescriptions	Observations
Lettre S.N.C.F. du 16-6-39 =	1688 A/39	1 - 25 2 - 28 3 - 19 4 - 18 5 - 15 6 - 16 7 - 12 8 - 18 9 - 18 10 - 11	A distribuer aux Délégués titulaires seulement.	
Préadmission de certains anciens mineurs auxiliaires appelés sous les drapeaux en 1936 -			Paris, le 29 Juin 1939 L. Inspecteur Divisionnaire 	

(2) Reçu et distribué les prescriptions susvisées.
Distribution effectuée sur l'Arrondissement.

A _____ le _____
Se (1) _____

(1) Grade ou emploi.

(2) Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre des deux mentions.

Lettre SNCF - N° 1688

A/39

Nombre d'exemplaires
reçus: 280

Distribution faite
le 29.6.1939

DISTRIBUTION

"	Nombre	Services	Nombre	Lettre	"
"Arrondissement :	d'exemplaires :		d'exemplaires :	régionale :	"
"	"	"	"	B : C :	"
"	"	"	"	ou	"
"	"	"	"	DR	"
"	"	"	sans	avec	"
"	"	"	D.L.	D.L.	"
"	"	"	"	"	"
1er	28	S.T.	60	65	10
2ème	28	Service Entretien	5	4	2
3ème	19	Architecturo	5	5	2
4ème	18	Comptabilité	10	15	10
5ème	15	Terrains	4	4	2
6ème	16	Personnel	10	20	10
7ème	12	Approvisionnement	45	55	10
8ème	18	Service Général	2	2	2
9ème	18	M. GUASSON	2	2	1
10ème	11	M. St AMAND	3	3	1
		M. BRUS	15	15	
			161	271	41
CONTROLE			166	276	60
Exploitation					
Traction					

SERVICE ADMINISTRATIF

Bureau du Personnel

PL-B-8168.

C.Gn

Monsieur Bouteboup.

Copie transmise, de la part de M. le Directeur, à
S.N.C.F. toutes fins utiles

Paris le 28 Juin 1939

Service Central
du
Personnel

PLE CHIEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS.

Paris le, 16 Juin 1939

Del.

1ère Division

*a. joint: 250 exemplaires pour distribution
aux délégués du personnel.*

Réf.: 1.688-A/39

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions Est, Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest,

Vous avez bien voulu m'adresser dernièrement des renseignements concernant certains anciens mineurs auxiliaires qui, ayant été appelés sous les drapeaux en 1936 sans avoir été préalablement admis au cadre permanent, ne remplissent pas les conditions prévues par la Convention Collective du personnel du Cadre permanent pour bénéficier du droit de réadmission dans le délai d'un an après libération du Service Militaire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par mesure bienveillante, M. le Directeur Général vient de décider de faire bénéficier des dispositions de l'article 9 - § 5 de la Convention Collective les jeunes gens qui tenaient effectivement un emploi du cadre permanent et se trouvaient, en raison de leur ancienneté de services, en situation d'être admis au cadre permanent et confirmés avant leur départ au régiment.

Toutefois, étant donné les excédents d'effectifs actuels il conviendra d'user à leur égard du délai d'un an dont dispose la Société Nationale pour la réadmission, après libération du Service Militaire, des anciens agents mineurs confirmés.

Le Directeur du Service Central P.

Jusau

Copie adressée à M. le Directeur de l'Exploitation de la Région du Nord,
à M.M. les Directeurs des Services Centraux
et à M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

à titre d'information.

4000
S.N.C.F.

Paris, le 16 Juin 1939

Service Central
du
Personnel

1ère Division

Réf.: 1688 A/39

Dél.

Messieurs les Directeurs
de l'Exploitation des Régions: Est,
Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest

Vous avez bien voulu m'adresser dernièrement des renseignements concernant certains anciens mineurs auxiliaires qui, ayant été appelés sous les drapeaux en 1936 sans avoir été préalablement admis au cadre permanent, ne remplissent pas les conditions prévues par la Convention Collective du personnel du Cadre permanent pour bénéficier du droit de réadmission dans le délai d'un an après libération du Service Militaire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par mesure bienveillante, M. le Directeur Général vient de décider de faire bénéficier des dispositions de l'article 9, § 5, de la Convention Collective les jeunes gens qui tenaient effectivement un emploi du cadre permanent et se trouvaient, en raison de leur ancienneté de services, en situation d'être admis au cadre permanent et confirmés avant leur départ au régiment.

Toutefois, étant donné les excédents d'effectifs actuels, il conviendra d'user à leur égard du délai d'un an dont dispose la Société Nationale pour la réadmission, après libération du Service Militaire, des anciens agents mineurs confirmés.

LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL P.

BARTH

Copie adressée à M. le Directeur de l'Exploitation de la Région
Nord

à MM. les Directeurs des Services Centraux
et à MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies

à titre d'information